

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

Lived space, institutionalized space and strategic space: The redefinition of social solidarity in Los Angeles

Julie-Anne Boudreau

Le territoire, instrument providentiel de l'État social
Numéro 52, automne 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010593ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/010593ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boudreau, J.-A. (2004). Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles. *Lien social et Politiques*, (52), 107–118. <https://doi.org/10.7202/010593ar>

Résumé de l'article

Pourquoi le « territoire » est-il devenu si important dans la redéfinition des politiques sociales aux États-Unis ? Alors que les travaux sur la territorialisation des politiques publiques et sur le rescaling prennent l'État comme point de départ, l'auteure prend ici le parti d'explorer la relation entre mobilisation sociopolitique et État. L'exemple de Los Angeles montre que l'incommensurabilité entre le territoire vécu et le territoire institutionnel engendre des stratégies de mobilisation territorialisées (par exemple la sécession) qui à leur tour provoquent la (re)territorialisation des politiques sociales. Cette confrontation entre territoire vécu et territoire institutionnel résulte d'une réaction aux nouvelles tensions urbaines créées par l'intensification de l'immigration et par les restructurations économiques.

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé: de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

Julie-Anne Boudreau

Le 28 juillet 2002, une «déclaration d'indépendance pour le peuple de la vallée de San Fernando», reprenant exactement les mots de la déclaration d'indépendance étatsunienne de 1776, est rendue publique par des activistes des quartiers de Los Angeles connus sous le nom de San Fernando Valley (SFV). Quelques semaines plus tard, un commentateur écrit à propos d'autres sécessionnistes dans les quartiers de Hollywood (faisant aussi partie de la municipalité de Los Angeles):

J'ai trouvé deux révolutionnaires sur les collines d'Hollywood la semaine dernière. Lénine ne les aurait probablement pas reconnus, mais ces gars vendaient de la démocratie sans façon; il est difficile d'imaginer plus révolutionnaire que ça. [...] Il aurait été facile de se tromper sur la nature de la soirée. Mais ces révolutionnaires, qui ne bénéficient ni d'une grande couverture médiatique (ou seulement d'une couverture défavorable) ni de grandes ressources finan-

cières, s'apprentent à mettre l'Hôtel de ville de L.A. — l'une des bureaucraties municipales les plus riches et les plus grandes du monde — à genoux (Muston, 2002)¹.

Aucun observateur des États-Unis ne serait surpris de cette tournure colorée et spectaculaire, la Californie étant connue pour son extravagance politique (depuis Ronald Reagan jusqu'à Arnold Schwarzenegger, en passant par l'intensité de la mobilisation sociale dont Berkeley demeure le plus grand symbole). On sait également, par contre, que la Californie a toujours été à l'avant-garde des transformations politiques à l'échelle du pays. Ce qui est particulièrement intéressant dans la déclaration des activistes de la SFV et dans la description de ceux de Hollywood, c'est le changement marqué de l'échelle de la solidarité sociale et de l'identité collective qu'elles symbolisent. La remontée des mouvements sécessionnistes à Los Angeles a mis en

évidence l'inconfort de certains citoyens face aux tensions urbaines croissantes et leur volonté de redéfinir la solidarité sociale.

Nombreux sont les travaux sur la fragmentation urbaine posant une relation causale entre fragmentation politique et désolidarisation sociale (Reich, 1991; Donzelot, 1999; Boudreau et Keil, 2001). Ces luttes pour plus d'autonomie politique à l'échelle locale soulignent l'incommensurabilité entre les mécanismes de redistribution sociale existants (ce que j'appellerai le territoire institutionnalisé, au niveau tant de l'État national que de la région métropolitaine) et l'évolution des besoins et identités des résidents (le territoire vécu). Cet écart grandissant entre les formes de solidarité sociale et d'identité collective en constante évolution, dans un contexte de profondes transformations démographiques et économiques et d'organisation des politiques sociales, est porteur de

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé: de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

108

lutttes politiques. Des mouvements émanant de la société civile cherchent à délégitimer l'organisation des politiques sociales en instrumentalisant le territoire comme objet de mobilisation sociopolitique. La combinaison d'un changement d'échelle dans l'organisation de la redistribution sociale (passage par exemple de la redistribution nationale à une redistribution au niveau des États fédérés et d'une redistribution intra-métropolitaine à une solidarité micro-locale ou communautaire) et d'un changement d'échelle dans la définition de l'identité collective (passage, qu'on peut attribuer aux réactions racistes face à la diversification démographique, du sentiment d'appartenance à la ville à un sentiment d'appartenance à l'échelle micro-locale) mène à des stratégies de mobilisation centrées sur la création de nouvelles entités territoriales autonomes à l'intérieur desquelles la solidarité est réorganisée dans l'entre-soi.

À partir donc des résultats d'une recherche sur les mouvements sécessionnistes de Los Angeles (1997-2002)², cet article propose une entrée par le territoire pour mieux comprendre comment s'opère le passage de la redéfinition de la solidarité et de l'identité collective, à la mobilisa-

tion de la société civile et à l'action politique, et à la construction de nouvelles institutions. Les travaux sur la territorialisation des politiques sociales se multipliant, la première section du texte est consacrée à une recension des approches anglo-américaines et européennes. Par la suite, à la lumière des transformations étatiques, des identités collectives et des stratégies mobilisatrices à Los Angeles, nous proposons une distinction analytique entre territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé afin de mieux comprendre comment le «retour du territoire» dans le secteur social change l'espace politique³.

La «territorialisation des politiques publiques», le *rescaling* et la «gouvernance à niveaux multiples»

Tant dans le contexte nord-américain que dans le contexte européen, on a vu émerger au cours de la deuxième moitié des années 1990 une littérature prolifique sur la territorialisation des politiques publiques, la gouvernance à niveaux multiples et les dynamiques spatiales sous-tendant la recomposition de l'État-nation (Balme, Faure et al., 1999; John, 2000; Brenner, Jessop et al., 2003). Quoique provenant de champs théoriques différents, ces trois approches s'entrecroisent à plusieurs égards. Pourtant, rares sont les écrits tentant de les réunir. Cette omission provient en grande partie du fait que ces réseaux intellectuels évoluent en parallèle (souvent dans des langues et disciplines différentes), mais également du fait que la notion de territoire revêt une signification différente en Europe et dans les Amériques. De prime abord, nous pouvons distinguer deux objets de recherche. Les travaux sur le *rescaling* cherchent à com-

prendre le démantèlement de l'État providence et les processus de néolibéralisation et de mondialisation, alors que les travaux sur la «territorialisation des politiques publiques» et sur la «gouvernance à niveaux multiples» s'attardent surtout sur les transformations dans l'élaboration des politiques publiques. Avant de définir plus finement ce que nous entendons par territoire, il convient donc d'effectuer un bref survol de ces travaux ayant opté pour une entrée par le territoire, pour comprendre les changements dans l'organisation politique et dans les politiques sociales qui marquent la période actuelle.

Alors qu'au début des années 1990 plusieurs des travaux portant sur l'impact de la mondialisation sur l'État-nation concluaient à un affaiblissement des capacités étatiques (O'Brien, 1992; Badie, 1995; Ohmae, 1995), des chercheurs influencés par les théories néomarxistes de l'État (particulièrement par les travaux de N. Poulantzas ou de C. Offe) ont insisté pour une analyse plus fine de *l'espace organisé* par l'État. Ils en ont conclu que l'État n'est pas en voie de disparition, mais en voie de recomposition territoriale (Jessop, 1990; Brenner, 1997). Le présupposé de départ est que l'État ne peut être conçu comme une «boîte noire» qui perd du pouvoir aux mains des «forces» mondiales. L'État est d'abord et avant tout un champ de relations sociales organisées à plusieurs échelles territoriales. Les acteurs étatiques allouent stratégiquement à chaque niveau territorial certaines fonctions étatiques (décision, administration, légitimation) et certains secteurs de politiques publiques (santé, éducation, politique extérieure, etc.). Face aux pressions économiques, l'État est recomposé stratégiquement afin

de rallier tous les acteurs étatiques autour d'un projet commun qui lui permettra de faciliter l'accumulation du capital tout en lui donnant une image unifiée et donc légitime.

Autrement dit, pour Jessop, Brenner et les régulationnistes anglo-américains, l'État «répond» aux pressions des acteurs économiques «mondialisés» en refaçonant son organisation territoriale. Ainsi, les niveaux supra- et infra-nationaux gagnent en responsabilités et en capacités régulatrices, alors que le niveau national perd, particulièrement en ce qui a trait à la gestion de la solidarité collective. À cela s'ajoute un transfert important de certaines fonctions sociales vers le secteur privé. C'est ce qu'ils entendent par *rescaling* (ré-étalonnement ou changement d'échelle). Ainsi s'explique la prolifération d'institutions supra- et infra-nationales et de politiques publiques émanant de ces institutions.

Cette recomposition est particulièrement évidente en Europe, où les travaux sur la gouvernance à niveaux multiples se développent rapidement (Marks, 1996; John, 2000; Kearns et Forrest, 2000). Plusieurs excellents travaux ont démontré la prolifération d'institutions au niveau européen, ainsi que «l'eupéanisation» de la mobilisation sociopolitique, c'est-à-dire la montée de l'Union européenne comme cible de la mobilisation et la multiplication des groupes d'intérêts à Bruxelles (Balme, 1996; Le Galès et Lequesne, 1997; Balme, Chabanet et al., 2002). De telles tendances sont aussi visibles en Amérique du Nord: on pense particulièrement aux politiques de décentralisation et à la *Welfare Reform* de 1996 aux États-Unis, qui a donné aux États fédérés et aux villes une grande marge de

manœuvre dans l'administration de la sécurité sociale; on pense également au rôle de plus en plus actif des villes dans le développement économique local (ce qui a été démontré aux États-Unis par Clarke et Gaile, 1998); et finalement, on pense au rôle des institutions mises en place au niveau supranational dans la foulée de l'ALENA pour réguler les questions des droits des travailleurs et de la protection environnementale. En France, les politiques de décentralisation ont mené à ce que chercheurs et politiciens appellent la «territorialisation des politiques publiques», c'est-à-dire à un changement de cap dans l'élaboration des politiques publiques. On effectue un passage d'une logique sectorielle à une logique territoriale, où un ensemble de politiques est élaboré pour un territoire précis. En d'autres mots, il s'agit ici de penser les bénéficiaires de l'action publique comme une collectivité spatialisée, comme un tout, plutôt que comme un secteur de la population nationale (par exemple les bénéficiaires d'aide sociale) (Balme, Faure et al., 1999; Behar, Korsu et al., 2001; Coutard, 2001).

Les profondes transformations des politiques sociales en cours depuis trente ans deviennent plus compréhensibles à la lumière de ces travaux. Pourtant, l'attention presque exclusivement portée aux acteurs étatiques (à tous les niveaux gouvernementaux) et aux processus d'élaboration des politiques publiques occulte le rôle des pressions sociales dans ces transformations. La territorialisation des politiques sociales et la réorganisation territoriale du partage des responsabilités entre les niveaux gouvernementaux, célébrées par les uns comme un excellent moyen d'adapter les interventions étatiques aux particularismes locaux, honnies

par les autres comme une désresponsabilisation de l'État (dévolution néolibérale, privatisation), résultent souvent, dans le contexte nord-américain, de mouvements réactionnaires au sein de la société civile.

Toutefois, les travaux sur le *rescaling*, la «gouvernance à niveaux multiples» et la «territorialisation des politiques publiques» font allusion à deux interfaces indispensables entre la transformation des politiques sociales et les mouvements sociaux: la légitimation de l'État et la formation d'identités collectives spatialisées. Premièrement, en insistant sur les efforts de légitimation déployés par l'État, les travaux sur le *rescaling* permettent de mieux saisir cette relation entre l'État et la mobilisation sociopolitique par le biais des stratégies de légitimation. En posant l'État non comme une entité monolithique mais comme un champ conflictuel, cette perspective nous permet de relever l'aspect politique et stratégique sous-tendant l'organisation spatiale et institutionnelle de l'État. Comme l'indique M. Jones, le territoire visé par les politiques publiques est une entité émanant d'un processus politique interne à l'État, par lequel il est décidé que certaines fonctions seront ancrées spatialement à telle échelle, et donnant un accès privilégié à certains acteurs plutôt qu'à d'autres. C'est ce qu'il appelle la «sélectivité spatiale» de l'État (Jones, 1997). Puisque, comme nous le rappelle R. Sack, contrôler un territoire procure pouvoir et puissance, les décisions prises sur l'organisation territoriale de l'État ont un impact important sur le processus d'élaboration des politiques sociales (Sack, 1986). Ces processus de réorganisation territoriale de l'État déterminent qui décide, les points d'accès à travers lesquels les citoyens peuvent participer, les

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé: de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

moyens avec lesquels les politiques seront mises en application, l'ampleur des ressources à partager, etc.

Selon N. Brenner et R. Jessop, l'État doit répondre aux changements d'échelle de l'économie (la mondialisation) en privilégiant les niveaux gouvernementaux parallèles à la structure économique. Ainsi, si l'économie se mondialise et se métropolise, alors l'organisation territoriale de l'État doit suivre. Inspirée par les travaux néomarxistes des années 1970 et 1980, cette vision postule que l'État tend à séparer sa fonction de légitimation de celle de l'accumulation du capital. Par exemple, R. Friedland, F. Fox Piven et R. Alford ont montré que l'État tend à reléguer au niveau local les fonctions les moins populaires auprès du public et à garder au niveau national les plus légitimes qui permettront la réélection (Friedland, Piven et al., 1984).

Il semble que cette perspective demeure beaucoup trop mécanique et étato-centriste. Si, comme le suggèrent N. Brenner et R. Jessop dans la première partie de leur raisonnement, la recomposition de l'État résulte de luttes politiques, alors il serait erroné de supposer qu'à certains niveaux gouvernementaux

l'État serait moins influencé par les pressions sociales qu'à d'autres niveaux. La proximité entre élus et citoyens, généralement associée au niveau local, existe tout autant au niveau supranational. Il n'y a donc aucune relation directe entre le local et le démocratique. À chaque échelle, les acteurs étatiques agissent en interaction avec la société civile. Ainsi, la décentralisation des politiques de redistribution sociale peut prendre un tournant néolibéral tout autant que social-démocrate. Cela dépend des luttes spécifiques entre acteurs étatiques et société civile.

Deuxièmement, si l'on aborde cette question de l'articulation entre État et mouvements sociaux du point de vue des travaux sur la territorialisation des politiques publiques, une deuxième interface serait à creuser. Le passage vers une logique territoriale dans l'élaboration des politiques publiques encourage fortement les «territoires» visés à se mobiliser. Par définition, une logique territoriale dans les politiques publiques repose sur la présence d'un espace cohérent pour lequel penser les formes d'intervention de l'État. Puisque chaque ensemble de politiques sera adapté aux particularités du territoire en question, on peut penser que les collectivités visées se mobiliseront pour définir une identité collective spatialisée à une échelle beaucoup plus petite que l'identité nationale. Comme l'indiquent Balme et Faure, le passage d'une logique sectorielle à une logique territoriale «répond en effet à la tension évoquée entre gouvernement et représentation, le territoire se trouvant en quelque sorte convoqué pour reconstituer le politique dans sa plénitude, en fabriquant ou en couturant le tissu des relations sociales qui le sous-tendent» (Balme, Faure et al., 1999: 19). Ces processus

de recomposition de l'identité collective tendent donc à s'enfermer sur un territoire et à redéfinir les limites de la solidarité sociale. Cette perspective demeure également étato-centriste parce qu'elle présente la recomposition des identités comme une réaction à la territorialisation de l'action publique initiée par l'État. Il serait tout aussi intéressant de renverser la causalité et d'explorer en quoi les manifestations de nouvelles identités collectives spatialisées entraînent une redéfinition des politiques sociales.

Malgré ces intuitions intéressantes suggérées dans les écrits sur la *rescaling*, la territorialisation des politiques publiques et la gouvernance à niveaux multiples (particulièrement en ce qui concerne les aspects stratégiques et politisés de l'organisation territoriale de l'État et la logique spatialisée dans la redéfinition des identités collectives), ces approches demeurent étato-centristes. L'articulation entre État et mobilisation sociopolitique demeure très peu élaborée. Alors que ces travaux expliquent *comment* le territoire devient instrument de l'action politique, dans les pages qui suivent, nous cherchons à comprendre *pourquoi* dans le champ traditionnellement a-territorial des politiques sociales, on assiste à la montée d'une logique territoriale. Il semble qu'une grande partie de la réponse se trouve dans l'articulation entre l'État et la mobilisation sociopolitique.

Le territoire comme espace vécu, comme stratégie mobilisatrice et comme espace institutionnalisé

Nous posons comme hypothèse que la territorialisation des politiques sociales et la réorganisation territoriale du partage des responsabilités entre les niveaux gouvernementaux

résultent moins de pressions idéologiques ou économiques que d'une volonté de redéfinition de l'identité collective portée, dans le contexte nord-américain, par des mouvements réactionnaires au sein de la société civile.

En effet, c'est en scrutant les tensions entre le territoire vécu, le territoire stratégique et le territoire institutionnalisé que l'on peut mieux comprendre en quoi la territorialisation des politiques sociales découle souvent de nouvelles stratégies de légitimation cherchant à répondre aux transformations de l'identité collective.

L'hypothèse de recherche se construit comme suit: 1) le territoire vécu ne correspond plus au territoire institutionnalisé; 2) des mouvements se forment et construisent à partir de leur territoire vécu un territoire stratégique, instrumentalisé à des fins de mobilisation politique; et 3) le territoire institutionnalisé est réorganisé afin de répondre aux pressions de ces mouvements souvent réactionnaires malgré leur discours sur la démocratie locale (pour une analyse détaillée de ce discours, se référer à Boudreau, 2003b). Dans cette perspective, le territoire est non seulement porteur de liens sociaux, mais il est malléable politiquement par les acteurs sociaux tout autant que par les acteurs étatiques. Il est espace de résistance à partir duquel se reconstruit l'action publique.

La triade territoire vécu-stratégique-institutionnalisé est inspirée de la triade très connue proposée par H. Lefebvre: espace vécu-espace perçu-espace conçu. H. Lefebvre cherchait à comprendre comment l'espace est produit socialement et politiquement. Il distingue l'espace du quotidien des pratiques et des

identités (vécu) de l'espace rationalisé de la planification étatique et du règne du technico-organisationnel (conçu). L'espace culturel des pratiques sociales et de la légitimité (perçu), sert de médiation entre l'espace vécu et l'espace conçu (Lefebvre, 1974). Nous choisissons d'exploiter la notion de territoire plutôt que celle plus large d'espace afin d'accentuer l'aspect politique et stratégique du processus.

Plusieurs travaux tentent, depuis les années 1990, de mieux comprendre comment les mouvements sociopolitiques produisent de tels espaces (Steinberg, 1994; Routledge, 1996; Marden, 1997; Soja, 2000; Dikeç, 2001). Ce type de mobilisation sociale a généralement pour objectif le développement communautaire ou de quartier. Rarement l'État dans son organisation territoriale est-il interpellé. Il s'agit, pour reprendre la distinction d'A. Touraine, de mouvements purement sociaux, c'est-à-dire de mouvements qui ne cherchent pas à saisir le pouvoir institutionnalisé de l'État mais à agir strictement dans la sphère de la culture et du quotidien (Touraine, 1984). Dans le cas de la territorialisation des politiques sociales, il convient pourtant de mobiliser les trois catégories, le territoire vécu, le territoire stratégique et le territoire institutionnalisé.

Comme nous le verrons par la suite, Los Angeles est un exemple illustrant bien les processus de redéfinition de l'identité collective spatialisée (ce que nous pourrions appeler le territoire vécu des sécessionnistes de la SFV) et l'incommensurabilité entre ce territoire vécu et les mécanismes de redistribution sociale déjà en place (le territoire institutionnalisé). C'est dans la médiation de ces

deux territoires que nous pouvons mieux cerner pourquoi les politiques sociales sont de plus en plus dirigées par une logique territoriale. Ainsi, les stratégies de mobilisation élaborées par les sécessionnistes de la SFV placent au premier plan la définition stratégique d'un territoire nouveau pour lequel les activistes entendent se battre. Ce nouveau territoire, selon eux, permettra de réajuster le territoire vécu au territoire institutionnalisé et donc d'assurer le bien-être des citoyens en redéfinissant les limites et les mécanismes de la solidarité sociale.

L'exemple de Los Angeles

Étant donné l'opinion polarisée de ses habitants sur les questions sociales, le cas de Los Angeles est particulièrement intéressant pour comprendre les transformations dans les politiques sociales aux États-Unis. De plus, de par son incarnation de l'*American Dream*, Los Angeles a été fortement empreinte de divers mouvements pour l'autonomie locale (Boudreau, Didier et al., 2004). Les politiques sociales aux États-Unis ont longtemps été menacées par des groupes urbains de droite. L'agglomération de L.A. peut se prévaloir de la montée au pouvoir de Ronald Reagan tout autant que du maintien de la machine électorale démocratique traditionnellement centrée à Hollywood.

Les réformes des politiques de redistribution sociale aux États-Unis remontent aux années Reagan. Élu dans la foulée de la *Tax Revolt* fomentée par des activistes de la San Fernando Valley à la fin des années 1970, Reagan a vite fait de prôner la décentralisation de l'aide sociale vers les États fédérés, tout en encourageant la fragmentation politique locale au nom du mythe de la *small-*

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé: de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

112

town America. Ce n'est cependant qu'avec l'élection de Clinton que les États-Unis ont effectivement mis en place une réforme majeure de la sécurité sociale. Alors que la nation regardait, horrifiée, la rébellion urbaine qui a brûlé Los Angeles en 1992, un discours radicalement anti-urbain et décentralisateur se rigidifiait à Washington. Alors que le gouvernement fédéral avait répondu aux troubles urbains des années 1960 par une série de programmes sociaux urbains (les *Model Cities* par exemple), aucun fonds n'allait venir de Washington pour faire face aux problèmes sociaux ayant engendré les Émeutes pour la Justice de 1992, comme on en est venu à les nommer. Aux présidentielles de 1992, pour la première fois dans l'histoire étatsunienne, la majorité des électeurs potentiels vivent en banlieue; 1992 marque donc ce qu'on pourrait appeler la *suburbanisation* de la scène politique nationale (Gainsborough, 2000). Clinton réussit à faire virer les Démocrates vers la droite; l'objectif affiché était de regagner le vote des *Reagan Democrats*, ces banlieusards de classe moyenne membres du parti Démocrate, mais ayant voté pour Reagan et les Républicains aux élections précédentes parce qu'ils se sentaient négligés par les Démocrates,

dont les efforts se concentraient dans les *inner cities*. En 1992 donc, Clinton est élu par les banlieues de classe moyenne. En 1992 aussi, Los Angeles devra faire face aux tensions urbaines seule, main dans la main avec le secteur privé (Davis, 2002). En 1992 enfin, l'administration Clinton commence à écouter les banlieusards qui imaginent la nation comme une série de petites villes de banlieue tranquilles, gérées efficacement dans l'entre-soi. La combinaison de cet anti-urbanisme et d'un localisme décentralisateur donnera à Clinton le soutien politique nécessaire pour faire passer sa grande *Welfare Reform* de 1996, réforme qui, paradoxalement, sera plus radicalement décentralisatrice que Reagan ne l'avait imaginé vingt ans auparavant. À cela s'ajoute, sur la scène métropolitaine, à Los Angeles et partout dans le pays, une nouvelle vague de mouvements pour l'autonomie locale, réclamant des municipalités plus petites (que ce soit par sécession ou par incorporation municipale)⁴. L'échelle de la solidarité sociale passe donc du national au local.

Le ressentiment conservateur envers les politiques de redistribution nationale et métropolitaine (puisque la municipalité est responsable de plusieurs secteurs sociaux tels que l'éducation et l'aide aux sans-abri, le partage des taxes foncières à l'échelle métropolitaine sert à financer les besoins des *inner cities*) n'est pas un phénomène nouveau en Californie. Déjà, en 1954, des autonomistes des nouvelles banlieues, au sud de Los Angeles, cherchent à obtenir une municipalité indépendante qui leur permettra de se soustraire aux taxes foncières imposées par le comté. Ainsi apparaît le Lakewood Plan, qui facilite désor-

mais l'incorporation de municipalités autonomes, ce qui leur permet de déterminer leur niveau d'imposition et de garder ces revenus pour la seule jouissance de la municipalité locale. Entre 1954 et 1980, 33 nouvelles municipalités naissent dans le comté de Los Angeles dans le but de se retirer du partage des responsabilités fiscales à l'échelle métropolitaine (Miller, 1981). Les autonomistes développent un discours qui sera repris lors de la *Tax Revolt* de la fin des années 1970; selon eux, une municipalité autonome permettra de réduire les taxes foncières puisque les résidents n'auront pas à financer les besoins des populations pauvres qui demeureront à l'extérieur des nouvelles limites municipales.

Le démantèlement des structures de redistribution des revenus fonciers s'accroît dramatiquement avec la *Tax Revolt* de la fin des années 1970. La Californie du sud est alors aux prises avec un accroissement fulgurant des valeurs immobilières (ce qui fait monter en flèche les taxes foncières basées sur la valeur de marché). Alors qu'en 1954 les résidents désireux de réduire le poids de leur imposition pouvaient s'incorporer en une municipalité où les taux d'impôts fonciers seraient fixés en fonction des besoins strictement micro-locaux et en excluant ceux des populations pauvres, à la fin des années 1970, leurs impôts sur le revenu et les diverses taxes à l'échelle du comté augmentent également en flèche suite au gonflement des programmes nationaux dans le secteur social (le financement des programmes de déségrégation scolaire par exemple). Ainsi, réduire ses impôts fonciers locaux ne suffit plus si les impôts sur le revenu et autres taxes métropolitaines continuent de grimper. Des activistes de la SFV s'organisent et

font voter en 1978, à l'assemblée législative de la Californie, le *Jarvis-Gann Amendment*. Mieux connu sous le nom de «proposition 13», cette nouvelle loi fixe les taux d'impôts fonciers résidentiel et commercial à un maximum de 1% de la valeur immobilière, revient de surcroît aux évaluations foncières de 1975-1976 et limite à 2% l'augmentation annuelle des évaluations foncières tant que la propriété ne change pas de mains (Miller, 1981: 2-3).

Au cours des années 1980, les mouvements pour l'autonomie locale se sont dissous au profit d'un virage national vers la droite. Le mécontentement des banlieusards de la SFV s'est quelque peu atténué alors que la Nouvelle Droite, qu'ils avaient eux-mêmes propulsée au pouvoir, s'affairait à décentraliser et à nourrir le mythe anti-urbain (pour un excellent survol de ces années, voir McGirr, 2001).

Les mouvements sécessionnistes des années 1990 sont nés de ces soulèvements contre les structures de redistribution sociale. Pourtant, au ressentiment contre le partage des responsabilités fiscales s'ajoute un malaise beaucoup plus profond. L'enjeu n'est plus seulement la réduction des charges fiscales, mais la volonté de réformer la gouvernance municipale dans son ensemble afin de mieux l'adapter aux transformations de l'identité collective. Les résidents sont de plus en plus insatisfaits de la performance des instances municipales, qui semblent incapables de faire face aux nouvelles pressions socio-économiques et démographiques. H. Meyerson, journaliste à l'hebdomadaire *L.A. Weekly*, rend bien ce malaise. Il écrit :

Au côté de la fragmentation de Los Angeles s'ajoute un nouveau pro-

blème: la fragmentation de l'identité angelena. Il est vrai que la ville a toujours eu un caractère centrifuge. Le gouvernement municipal a longtemps été caractérisé par un réseau inextricable de duchés et agences répartis dans tout le comté. Notre économie est depuis longtemps organisée autour d'un centre-ville minuscule et de pôles de développement dans l'industrie aérospatiale et le cinéma dispersés loin du centre. Notre système politique, avec ses partis sous-développés, est incapable de soumettre la ville à une vision unifiée. Cependant, ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que l'identité angelena s'est carrément divisée. Si vous pensez que j'exagère, essayez donc de répondre à cette question: qui est l'Angeleno typique? (Meyerson, 2002⁵).

Il est vrai que Los Angeles est connue pour sa fragmentation politique, sociale, et économique. Pourtant, la métropole a toujours su fonctionner comme un tout relativement cohérent. Ces tendances à la fragmentation (suburbanisation, décentralisation économique, complexité institutionnelle) ont été exacerbées par la récente transformation de l'échelle de l'identité collective. La principale source de ces tensions identitaires est la profonde mutation ethnique de la ville. Les sécessionnistes ne sont pas uniquement motivés par le désir de réduire leurs impôts tout en augmentant les services. H. Meyerson poursuit ainsi :

Si les services municipaux étaient tout à coup devenus un problème grave, alors on se demande quand ils ont été satisfaisants? Selon les sécessionnistes, les services municipaux seraient en déclin depuis que Sam Yorty était maire de la ville — mais rappelons-nous que sous Yorty, la SFV recevait de meilleurs services parce que les quartiers noirs du reste de la ville étaient complètement abandonnés, ce qui a causé d'importants problèmes (les

émeutes de Watts entre autres) (Meyerson, 2002)⁶.

En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la San Fernando Valley est perçue comme l'incarnation parfaite de l'*American suburban dream*. Les associations de propriétaires les plus puissantes du pays y sont nées dans les années 1960 dans le but de préserver ce rêve américain alors que la SFV était déjà aux prises avec des problèmes d'urbanisation intense, une augmentation fulgurante de sa population, des problèmes de congestion, de bruit, de pollution, un manque d'emplacements de stationnement et une surutilisation des espaces publics (Purcell, 1998: 76). Avec l'intensification de l'immigration dans les années 1990, les banlieues tranquilles de la SFV sont profondément transformées. Dans son ensemble, la métropole de Los Angeles voit sa population blanche passer de 67% en 1970 à 31% en 2000 (dans la SFV, elle passe de 92% en 1960 à 41% en 2000), alors que la population totale croît constamment (pour atteindre 16,4 millions d'habitants en 2000).

À ces mutations démographiques s'ajoute la récession du début des années 1990, ce qui a créé un fort ressentiment au sein de la population blanche non hispanique. La Californie dans son ensemble, mais Los Angeles en particulier, est frappée dans les années 1990 par un vent anti-immigration qui se traduira par trois nouvelles lois initiées par les citoyens: la proposition 187 (1994), qui ferme l'accès à l'éducation publique et aux services de santé pour les immigrants sans papiers, la proposition 209 (1996), qui met fin aux programmes de discrimination positive dans l'embauche des employés gouvernementaux et dans l'admission aux

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé: de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

114

universités, et la proposition 227 (1998), qui met fin aux programmes d'éducation bilingue dans les écoles primaires et secondaires. Même si la constitutionnalité de la proposition 187 a été contestée, son impact dans les rues de Los Angeles a été immédiat, non seulement pour les sans-papiers, mais également pour tous les Latinos qui, à cause de leur peau plus foncée, se faisaient automatiquement soupçonner d'être en situation irrégulière. Ces exemples montrent bien les transformations dans l'identité collective de Los Angeles et leurs effets sur la solidarité sociale.

Cette recomposition démographique s'accompagne d'une restructuration économique. Comme l'indiquent V. Valle et R. Torres, la proposition 187 ne cherchait pas à mettre fin à l'immigration (avec ou sans papiers) mais plutôt à assurer une «source constante "d'esclavage salarié" en enlevant aux immigrants le droit à l'éducation et en réduisant les coûts de main-d'œuvre par la privatisation des avantages sociaux» (Valle et Torres, 2000: 9). La région de Los Angeles n'ayant pas connu une désindustrialisation aussi prononcée que les villes de l'Est et du Midwest, les emplois manufacturiers dépendent de plus en plus de l'immi-

gration. En 1990, 66% des emplois manufacturiers précaires dans le comté de L.A. étaient occupés par des Latinos (Valle et Torres, 2000: 16). L'arrivée de plusieurs immigrants non qualifiés, le déclin prononcé du taux de syndicalisation, la dérégulation des normes du travail et l'affaiblissement des prestations d'assurance-chômage ont considérablement aggravé la situation des travailleurs latinos. En 1998, le revenu annuel moyen d'un ménage latino était de 40 000 dollars, alors que celui d'un ménage blanc non hispanique était de 70 000 dollars (Pastor, 2001: 267).

Des écarts si visibles tendent habituellement à fomentier une réaction conservatrice au sein de la classe moyenne, qui cherche à préserver ses privilèges (Kriesi, 1999). En effet, ces inégalités clairement racialisées, s'ajoutant à la volatilité du marché du travail en général, ont vite fait de créer un malaise au sein des classes moyennes. Les manifestations visibles de ces écarts, telles que la croissance de la population des sans-abri et l'intensification de l'économie informelle, largement associée aux stratégies de survie des nouveaux immigrants (vendeurs de rue, rassemblement de travailleurs journaliers dans les stationnements des quincailleries), contribuent à créer un sentiment d'insécurité. À ce sentiment d'insécurité (peur de la criminalité et peur de perdre ses privilèges économiques) s'ajoute la crainte que la qualité de vie se détériore. Tout aussi racialisée que les formes d'inconfort décrites ci-dessus, la question de la qualité de vie est généralement associée aux changements dans l'esthétique urbaine des banlieues blanches privilégiées (nouvelles poches de pauvreté en banlieue, ou encore utilisation des terrains résidentiels à des fins de commerce informel, maisons

peintes de couleurs vives, construction de maisons supplémentaires sur le lot pour loger la famille élargie, etc.). Comme l'écrit l'historien N. Klein dans le *L.A. Times*, «plus les banlieues de l'après-guerre se densifient et s'urbanisent — au fur et à mesure qu'apparaissent plus de quartiers pauvres, plus de sièges sociaux de grandes corporations, plus de districts bancaires, plus de compagnies médiatiques et de congestion —, plus les appels à la sécession s'accroissent» (Klein, 1997)⁷.

En réaction à ces changements, les sécessionnistes de la SFV cherchent à freiner l'urbanisation de leur banlieue, à préserver son caractère typique de l'*American Dream* et ses valeurs foncières. Quoique ces réactions ne soient jamais explicitement racialisées dans leur discours, une analyse fine de leurs documents et plusieurs conversations avec des sécessionnistes nous permettent d'en affirmer la force. Enrobée d'un discours sur la démocratie locale et le droit au contrôle local des décisions sur l'utilisation des sols et l'esthétique de la forme urbaine, l'exclusion devient la base des nouveaux contours de l'identité collective portée par les sécessionnistes.

Si la redéfinition réactionnaire de l'identité collective peut expliquer en partie la montée des mouvements sécessionnistes à la fin des années 1990, un deuxième aspect mérite considération. Les institutions municipales de Los Angeles ont fait face à des attaques virulentes de la part des sécessionnistes. L'insatisfaction des résidents de la SFV remonte à l'annexion de leurs banlieues à la ville de L.A. au début du 20^e siècle, mais les difficultés financières éprouvées par la municipalité depuis le passage de la proposition 13 en 1978 n'ont fait

qu'intensifier les accusations d'inefficacité. Les revenus de la ville continuent de diminuer, et les valeurs foncières et les revenus provenant de la taxe de vente municipale avaient déjà chuté lors de la récession de 1989-1992. La ville doit maintenant composer avec un déficit frôlant les 20 millions de dollars (Gold, 2001).

Selon les sécessionnistes, les charges fiscales sont beaucoup trop élevées dans la ville de Los Angeles, ce qui étouffe le développement économique. De plus, ils affirment que la SFV paie beaucoup plus de taxes qu'elle ne reçoit de services. Pourtant, le rapport de l'agence californienne chargée d'étudier la viabilité d'une sécession affirme que la SFV génère 26,7% des revenus de la municipalité de L.A. alors que 23,4% des revenus y sont dépensés (Calemine, 2002). L'écart est beaucoup moins grand qu'on pourrait l'imaginer compte tenu de la richesse de la SFV. Si les mécanismes de redistribution étaient aussi généreux que l'affirment les sécessionnistes, la SFV contribuerait beaucoup plus à financer les besoins des quartiers les plus pauvres.

Selon les sécessionnistes, non seulement la Ville de Los Angeles les force à financer les besoins grandissants d'immigrants «ne faisant pas partie de leur communauté», mais la ville est devenue tellement grande et complexe qu'elle est ingouvernable. La croissance démographique projetée de la Californie d'ici 2025 est la plus prononcée des États-Unis (Commission on Local Governance for the 21st Century, 1999). Pour les sécessionnistes, la croissance de Los Angeles devient «incontrôlable». De plus, une municipalité aussi grande et aussi complexe ne permet pas selon eux une participation démocratique effective.

Alors que le taux de participation des Blancs aux élections municipales diminue constamment (72% en 1993, 52% en 2001), celui des nouveaux électeurs latinos continue de grimper (10% en 1993, 22% en 2001) (Keil, 1998: 91; Los Angeles City Clerk, 2001; *Los Angeles Times*, 2001). Les sécessionnistes de la SFV voient donc leur pouvoir politique se diluer.

Ainsi, les sécessionnistes ont réuni ces différents arguments afin de convaincre leurs concitoyens des bienfaits de la sécession. Ils ont tout fait pour contrer l'image d'un mouvement sécessionniste raciste voulant se soustraire aux mécanismes de redistribution sociale. Selon eux, plus une ville croît, plus les communautés pauvres en paient la note parce qu'elles doivent se disputer l'attention du gouvernement. Dans une petite ville, affirment-ils, chaque résident aura un accès plus direct aux élus politiques et pourra mieux se faire entendre. La légitimité de la Ville de L.A. est remise en question par l'affirmation que la solidarité communautaire est plus efficace et plus empreinte de compassion à une échelle plus petite qu'à une échelle plus grande, où la bureaucratie prime. À la différence des efforts de désolidarisation des années 1950-1970, les mouvements sécessionnistes des années 1990 cherchent plutôt à réduire l'échelle de la solidarité jusqu'à ce qu'elle corresponde à celle de l'identité collective. Le discours n'est plus simplement structuré autour du désir de «laisser les plus pauvres s'arranger entre eux afin de récupérer un plus grand retour sur nos contributions fiscales», même si la sécession aurait cet effet. L'argumentaire se construit plutôt en affirmant qu'étant donné la diversité socio-économique et eth-

nique de la SFV, étant donné le fort sentiment d'identité collective qui y règne et étant donné l'incapacité de la ville de L.A. à résoudre les tensions créées par les transformations économiques et démographiques, une municipalité plus petite serait plus en mesure d'assurer le bien-être de ses résidents. On parle donc de «stabiliser la communauté» en «prenant soin de nos propres pauvres» par le biais de meilleurs services. Pour les sécessionnistes, donc, il n'y aurait aucune contradiction entre cet idéal de démocratie et de solidarité micro-locales et les inégalités entre les municipalités d'une même région métropolitaine. Puisque les transformations démographiques et économiques décrites ci-dessus affectent tout autant la ville-centre que les banlieues, la sécession ne produirait pas un contraste très grand entre une *inner city* pauvre et une banlieue riche. Les nouvelles villes devraient faire face aux mêmes tensions urbaines que la ville-centre. Bref, les questions de la redistribution sociale et de la sécession sont comprises, non comme un enjeu d'évasion fiscale, mais comme un enjeu d'efficacité et de capacité de gouverner démocratiquement afin d'assurer le bien-être des résidents et de gérer les nouvelles tensions urbaines.

Conclusion

À la lumière de l'exemple de Los Angeles, il devient clair qu'il est difficile de comprendre les transformations de la solidarité sociale sans avoir recours à la notion de territoire. Pourquoi donc, dans le champ traditionnellement a-territorial des politiques sociales, assiste-t-on à la montée d'une logique territoriale? D'une part, nous suggérons que les institutions étatiques (à tous les niveaux gouvernementaux) ont été

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé: de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

116

fortement délégitimées aux yeux de certains citoyens et résidents. D'autre part, les profondes transformations démographiques et économiques des quinze dernières années ont créé des tensions socio-urbaines importantes, ce qui conduit à une redéfinition de l'identité collective spatialisée. Il semble donc, dans le cas étatsunien, que la territorialisation des politiques sociales (c'est-à-dire la décentralisation apportée par la *Welfare Reform* de 1996 et les politiques de mobilité spatiale développées pour faciliter l'accès aux emplois situés en banlieue pour les résidents des quartiers pauvres, le démantèlement des politiques de partage des coûts sociaux à l'échelle métropolitaine et la redéfinition des politiques d'aide en accentuant le principe des *place-based solutions* plutôt que des solutions axées sur la personne à risque) ne soit qu'indirectement le résultat des pressions idéologiques, économiques ou démographiques généralement associées aux processus de mondialisation. L'interrelation entre les institutions étatiques et les pressions sociales émanant, d'une part, d'une redéfinition de l'identité collective et, d'autre part, de la délégitimation des mécanismes actuels de redistribution sociale, aurait un impact beaucoup plus direct.

C'est à travers ces interfaces que le territoire prend une dimension politique de première importance, particulièrement dans le ré-étalonnage des niveaux de solidarité sociale. Alors que la légitimation de nouveaux territoires institutionnalisés à l'échelle locale s'inscrit dans la logique plus large de la recomposition de l'État, il ne s'agit pas simplement de «réponses» à des facteurs «exogènes» généralement associés à la mondialisation. Des facteurs «endogènes» créés par la mobilisation collective (telles la consolidation d'une identité exclusive et la délégitimation des institutions de redistribution sociale à l'échelle extra-locale) auraient un effet performatif sur la territorialisation de l'action publique tout autant que de l'action collective.

Avec cette territorialisation stratégique de l'action collective, les activistes abandonnent les stratégies sectorielles plus traditionnelles (pour une analyse plus fouillée, prière de se référer à Boudreau, 2001). Selon eux, une approche sectorielle serait une perte de temps puisque le territoire institutionnalisé est à leurs yeux non fonctionnel et illégitime.

Pourtant, les sécessionnistes ont une longue histoire de stratégies sectorielles. Ils ont longtemps œuvré pour obtenir plus de pouvoir dans les secteurs de l'utilisation des sols et de l'urbanisme, de la sécurité de quartier et du développement communautaire. Mais, comme l'écrit T. Hogen-Esch, «malgré un pouvoir informel considérable, leur incapacité à obtenir une entrée institutionnalisée dans les processus de décision en urbanisme a poussé plusieurs propriétaires de la SFV à se mobiliser pour la sécession» (Hogen-Esch, 2002). La sécession est bien sûr une stratégie

territoriale évidente. Mais suite à la défaite de l'option sécessionniste aux élections municipales de novembre 2002, les activistes de la SFV continuent d'élaborer des stratégies territoriales. Leurs espoirs sont maintenant centrés sur la nouvelle structure de conseils de quartier mise en place lors de la réforme de la charte municipale en juin 1999. Un aspect intéressant de ces conseils est que les limites des quartiers ne sont déterminées qu'à l'initiative des résidents. Cela donne aux activistes l'occasion de faire coïncider territoire vécu et territoire institutionnalisé.

En conclusion, l'exemple de Los Angeles démontre bien la relation entre mobilisation sociale et transformation des politiques sociales. L'entrée par le territoire éclaire les tensions entre le vécu, le stratégique et l'institutionnel. Ainsi, la montée du territoire dans les changements des politiques sociales ne peut être relié qu'indirectement aux processus de mondialisation. Les luttes politiques se jouent entre l'État et les citoyens aux prises avec un malaise face aux nouvelles transformations urbaines, tant démographiques qu'économiques.

Julie-Anne Boudreau
Department of Political Science
York University

Notes

¹ «I found two revolutionaries up in [Hollywood Hills] the last week. Lenin might not have recognized them but these guys were selling democracy with the husk off and you can't get much more revolutionary than that. [...] It would have been easy to misjudge the nature of the evening. But these revolutionaries, with little media attention and

most of that unfavorable, and with almost no money behind them, are intent upon bringing L.A. City Hall—one of the richest and largest municipal bureaucracies in the world—to its knees.»

² Pour de plus amples détails sur les sources empiriques, voir Boudreau, 2003a.

³ Je remercie les deux lecteurs anonymes, ainsi que Claire Hancock, pour leurs excellentes suggestions.

⁴ Entre 1970 et 1985, seulement 119 000 personnes ont été touchées par des sécessions municipales dans tout le pays (Briffault, 1992: 777). Depuis les années 1990, des mouvements sécessionnistes sont actifs dans plus de 15 villes (Briffault, 1992; McHenry, Jr., 2001: 1; Sauerwein, 2002).

⁵ «Alongside the fragmentation of Los Angeles is a newer problem: the fragmentation of the Angeleno identity. The centrifugal character of the city proper, after all, is old news. It's long characterized our government (with its un navigable network of ineffectual duchies and agencies strewn across the county), the spatial arrangement of our economy (with its small downtown and its far-flung work clusters of aerospace factories and film studios), and our politics (with its underdeveloped party system incapable of yoking the city together). Only in the last decade, however, has the Angeleno identity split utterly asunder. If you think I overstate, try answering another question: What is a typical Angeleno?»

⁶ «If municipal services have now become an acute problem, when were they any better? According to the secessionists, they've been in decline since Sam Yorty's term in office—but Yorty was only able to service the Valley by ignoring black L.A., which caused problems of its own (the Watts riots, for one).»

⁷ «The denser, the more “urban” the post-war suburbs get—more slums, more corporate headquarters, more banking districts, media companies and grid-lock—the more the cry for secession.»

Bibliographie

BADIE, B. 1995. *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris, Fayard.

BALME, R. 1996. *Les politiques du néo-régionalisme*. Paris, Economica.

BALME, R., D. CHABANET et al. 2002. *L'action collective en Europe/Collective Action in Europe*. Paris, Presses de Sciences Po.

BALME, R., A. FAURE et al. 1999. *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*. Paris, Presses de Sciences Po.

BEHAR, D., E. KORSU et al. 2001. *Inégalités et intercommunalité en Île-de-France. Pour une territorialisation stratégique de l'action publique*. Paris, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Centre de prospective et de veille scientifique.

BOUDREAU, J.-A. 2001. «Strategic territorialisation: The politics of anglo-Montrealers», *Journal of Economic and Social Geography/Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 92, 4: 405-419.

BOUDREAU, J.-A. 2003a. *Local Autonomy Movements in North American City-regions: Territorial Strategies and the “Local Democracy” Argument*. Los Angeles, University of California, Department of Urban Planning, thèse de doctorat, 600 p.

BOUDREAU, J.-A. 2003b. «Questioning the use of “local democracy” as a discursive strategy for political mobilization in Los Angeles, Montreal and Toronto», *International Journal of Urban and Regional Research*, 27, 4: 793-810.

BOUDREAU, J.-A., S. DIDIER et al. 2004. «Homogénéisation résidentielle et indépendance politique: de la sécession urbaine et autres incorporations à Los Angeles», *L'espace géographique*, 2: 1-18.

BOUDREAU, J.-A., et R. KEIL. 2001. «Seceding from responsibility? Seces-

sion movements in Los Angeles», *Urban Studies*, 38, 10: 1701-1731.

BRENNER, N. 1997. «State territorial restructuring and the production of spatial scale: Urban and regional planning in the FRG, 1960-1990», *Political Geography*, 16, 4: 273-306.

BRENNER, N., B. JESSOP et al. 2003. *State/Space: A Reader*. MA, Blackwell Malden.

BRIFFAULT, R. 1992. «Voting rights, home rule, and metropolitan governance: The secession of Staten Island as a case study in the dilemmas of local self-determination», *Columbia Law Review*, 92, 4: 775-850.

CALEMINE, L. 2002. *Special Reorganization of the San Fernando Valley: Executive Officer's Report*. Glendale, Los Angeles Local Agency Formation Commission.

CLARKE, S. E., et G. L. GAILE. 1998. *The Work of Cities*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

COMMISSION ON LOCAL GOVERNANCE FOR THE 21ST CENTURY. 1999. *Growth Within Bounds: Planning California Governance for the 21st Century*. Sacramento, State of California.

COUTARD, O. 2001. *Le bricolage organisationnel. Crise des cadres hiérarchiques et innovations dans la gestion des entreprises et des territoires*. Paris, Elsevier.

DAVIS, M. 2002. *Dead Cities: And Other Tales*. New York, The New Press.

DIKEÇ, M. 2001. «Justice and the spatial imagination», *Environment and Planning A*, 33: 1785-1805.

DONZELOT, J. 1999. «La nouvelle question urbaine», *Esprit*, 258: 87-114.

FRIEDLAND, R., F. F. PIVEN et al. 1984. «Political conflict, urban structure, and the fiscal crisis», dans W. K. TABB et L. SAWERS, dir. *Marxism and the Metropolis: New Perspectives in Urban Political Economy*. New York, Oxford University Press.

GAINSBOROUGH, J. F. 2000. *Fenced Off: The Suburbanization of American*

Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé: de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles

- Politics*. Washington, D. C., Georgetown University Press.
- GOLD, M. 2001. «Power politics, power grids», *Los Angeles Times*, www.latimes.com.
- HOGEN-ESCH, T. 2002. *The Coalition Dynamics of Secession in Los Angeles. Reform, L.A. Style: The Theory and Practice of Urban Governance at Century's Turn*. University of Southern California, School of Policy, Planning and Development, John Randolph Haynes and Dora Haynes Foundation Conference.
- JESSOP, B. 1990. *State Theory: Putting Capitalist States in their Place*. Cambridge, Polity Press.
- JOHN, P. 2000. «The Europeanisation of sub-national governance», *Urban Studies*, 37, 5-6: 877-894.
- JONES, M. R. 1997. «Spatial selectivity of the state? The regulationist enigma and local struggles over economic governance», *Environment and Planning A*, 29: 831-864.
- KEARNS, A., et R. FORREST. 2000. «Social cohesion and multilevel urban governance», *Urban Studies*, 37, 5-6: 995-1017.
- KEIL, R. 1998. *Los Angeles: Globalization, Urbanization and Social Struggles*. Chichester, John Wiley & Sons.
- KLEIN, N. M. 1997. «The new Byzantium faces age-old issues», *Los Angeles Times*: B7.
- KRIESI, H. 1999. «Movements of the left, movements of the right: Putting the mobilization of two new types of social movements into political context», dans H. KITSCHELT, P. LANGE, G. MARKS et J. D. STEPHENS, dir. *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*. Cambridge, Cambridge University Press.
- LE GALÈS, P., et C. LEQUESNE. 1997. *Les paradoxes des régions en Europe*. Paris, La Découverte.
- LEFEBVRE, H. 1974. *La production de l'espace*. Paris, Anthropos.
- LOS ANGELES CITY CLERK. 2001. *General Municipal and Consolidated Elections*. Los Angeles, City of Los Angeles.
- LOS ANGELES TIMES. 2001. «Selected results from the Los Angeles mayoral election exit poll, June 5, 2001», Los Angeles, *Los Angeles Times*.
- MARDEN, P. 1997. «Geographies of dissent: Globalization, identity and the nation», *Political Geography*, 16, 1: 37-64.
- MARKS, G. 1996. «An actor-centred approach to multi-level governance», *Regional and Federal Studies*, 6, 2: 20-38.
- MCGIRR, L. 2001. *Suburban Warriors: The Origins of the New American Right*. Princeton, Princeton University Press.
- MCHENRY, D. E., Jr. 2001. *The State's Role in Urban Secession: The Impact of Procedures on the Success of Urban Movements*. San Francisco, Annual Meeting of the American Political Science Association.
- MEYERSON, H. 2002. «City without a story: Quick, now: What's L.A.'s story?», *L.A. Weekly*, www.laweekly.com.
- MILLER, G. J. 1981. *Cities by Contract: The Politics of Municipal Incorporation*. Cambridge, MA, The MIT Press.
- MUSTON, K. 2002. *Revolution In The Hills*. Newsletter publiée par courriel, téléchargée le 19 septembre.
- O'BRIEN, R. 1992. *Global Financial Integration: The End of Geography*. Londres, Pinter Publishers.
- OHMAE, K. 1995. *The End of the Nation State*. New York, Free Press.
- PASTOR, M. J. 2001. «Common ground at Ground Zero? The new economy and the new organizing in Los Angeles», *Antipode*, 33, 2: 260-289.
- PURCELL, M. 1998. *Power in Los Angeles: Neighborhood Movements, Urban Politics, and the Production of Urban Space*. Los Angeles, University of California, Département de géographie, thèse de doctorat inédite, 294 p.
- REICH, R. 1991. «Secession of the successful», *New York Times Magazine*, 42.
- ROUTLEDGE, P. 1996. «Critical geopolitics and terrains of resistance», *Political Geography*, 15, 6-7: 509-531.
- SACK, R. D. 1986. *Human Territoriality: Its Theory and History*. Cambridge, Cambridge University Press.
- SAUERWEIN, K. 2002. «Big city voted off the island», *Los Angeles Times*, www.latimes.com.
- SOJA, E. W. 2000. *Postmetropolis: Critical Studies of Cities and Regions*. Oxford, Blackwell.
- STEINBERG, P. E. 1994. «Territorial formation on the margin: Urban anti-planing in Brooklyn», *Political Geography*, 13, 5: 461-476.
- TOURAINÉ, A. 1984. *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie*. Paris, Fayard.
- VALLE, V. M., et R. D. TORRES. 2000. *Latino Metropolis*. Minneapolis, University of Minnesota Press.